

« Pension : c' est le pot sans les fleurs »

« Avec les mesures du gouvernement Michel, on bascule d'une responsabilité collective à une responsabilité individuelle. »

Frédéric DAERDEN, PS

1 million de pensionnés en plus d'ici 2060.

Demain, c'est la manifestation nationale contre la réforme des pensions. Cette réforme est-elle inéluctable ? Pour Frédéric Daerden, PS, c'est non.

● **Albert JALLET**

Le constat est là et répété depuis des années : le coût des pensions va exploser. Les chiffres sont avancés : une augmentation de 75 milliards d'euros entre 2015 et 2060. Interpellant quand on sait qu'actuellement on y consacre 43,8 milliards d'euros.

1. Pourquoi ? C'est le résultat d'une population âgée en augmentation parce qu'on vit plus longtemps. Tout simplement. C'est comme ça qu'en 2060, on comptera **1 million de pensionnés en plus** qu'actuellement pour atteindre le chiffre de 3,658 millions de personnes à la retraite.

2. Comment ? Le gouvernement Michel et son ministre ont pris des mesu-

res pour endiguer l'explosion : recul de l'âge de la **pension à 67 ans** mais aussi recul de l'âge pour pouvoir prendre sa pension anticipée, pensions à points, suppression du bonus...

3. Question de santé Est-ce la bonne méthode ? Pour les syndicats en front commun, c'est non. Pour le PS, c'est non aussi. Avec ce chiffre (et les autres qui suivent) tiré par Florence Lepoivre (Institut Émile Vanderelde, centre d'études du PS) des tableaux d'Eurostat : en Belgique, **l'espérance de vie en bonne santé était de 64,5 ans** en 2015.

4. Pas gâté Toucher aux pensions comme le gouvernement le fait interpelle

d'autant plus lorsqu'on compare le taux de remplacement des pensions (soit ce que représente **la pension par rapport au salaire perçu**). En Belgique, il est de 60,9 % (75 % pour les services publics), contre 67,7 % en France, 95,7 % aux Pays-Bas, ou 50 % en Allemagne.

5. Priorité Avec cet autre chiffre que l'on avance pour relativiser : actuellement, le coût des pensions représente 10,6 % du PIB, dans 45 ans, ce serait 12,6 % avec un pic en 2049, 12,9 %. Avec cet autre argument : **si le coût des pensions augmente de 75 milliards d'ici 2060, le PIB augmentera de 400 milliards.** Avec cette question : n'est-ce pas une question de priorité ? ■

« On casse la solidarité et on privilégie le privé »

Frédéric Daerden, député PS, ne digère pas la réforme des pensions. Pour lui, c'est idéologique. On casse la solidarité.

● Interview : Albert JALLET

Frédéric Daerden, qu'est-ce qui vous dérange le plus dans ces réformes des pensions ?

C'est l'orientation idéologique qui est prise : c'est la remise en question des mécanismes de solidarité sur lequel repose le système. Avec ces mesures, on bascule d'une responsabilité collective à une responsabilité individuelle. Ce sont clairement aussi des mesures budgétaires.

Une idéologie que vous retrouvez ailleurs ?

Avec les 2^e et 3^e piliers. On incite par la peur : on dit que la pension légale ne suffira pas, ou plus « pourra-t-on la payer ? ». On pousse les gens vers les deux autres piliers : privés. On casse la solidarité pour

des piliers pas très solides.

La pension à points, relève du même schéma ?

Oui, avant on pouvait lever le pied en fin de carrière avec le crédit-temps, cela se faisait à travers un système collectif. Avec cette réforme, on pourra le faire mais avec ses propres points, on individualise la responsabilité. De plus, cette pension à points crée l'insécurité, il y a trop de paramètres qui rentrent dans son élaboration et qui sont variables dans le temps. Ça manque de transparence. Dans ces conditions comment organiser sa vie future, le moment où l'on prend sa pension ?

Oui, mais il y a la notion de pénibilité qui est censée atténuer certaines mesures ?

Mais ça n'aboutira pas. C'est toujours comme ça avec ce gouvernement. Il envoie le pot en disant que les fleurs vont suivre mais elles n'arrivent jamais. C'est la même chose avec la pénibilité. Les négociations tournent court parce que les patrons n'en veulent pas et se sentent soutenus par le gouvernement. Car qui va trancher s'il n'y a pas d'accord entre parte-

naires sociaux ? Le ministre. Or, il travaille avec une enveloppe fermée. Il craint tout simplement que si on fait les choses sérieusement, on arrive à la conclusion que l'enveloppe est insuffisante. Le système proposé par les syndicats était compliqué ? C'était une méthodologie intéressante pour objectiver la situation de chacun.

Si le PS revient au pouvoir, la baisse de la barre des 67 ans sera-t-elle dans son cahier des charges ?

C'est certain. Nous voulons revenir aux 65 ans pour l'année pivot et 60 ans pour la pension anticipée. Entre autres.

Comment financer ?

D'une part, c'est un choix. Si le PIB augmente de 400 milliards d'ici 2060, ce n'est pas insurmontable de faire face à une augmentation du coût des pensions de 75 milliards. D'autre part, il faut revenir à un impôt plus juste, plus équilibré, plus globalisé. Il est impératif aussi d'arrêter ses parts de revenus défiscalisés que le gouvernement crée. Car c'est ça de cotisations sociales en moins. C'est de nouveau un choix idéologique. ■

Ce mardi, ils manifestent pour dire « stop »

« **P**uisque le gouvernement persiste à ignorer nos arguments et nos propositions, nous allons élever le ton... »

Du côté de la CGSLB, tout comme d'autres, on devient un peu nerveux lorsqu'il s'agit d'évoquer l'évolution des pensions vue par le gouvernement actuel.

Le syndicat libéral a d'ailleurs décidé de rejoindre la FGTB et la CSC, lesquels avaient annoncé en front commun manifestation nationale – ce mardi 19 décembre dès 11

heures – contre la réforme des pensions à Bruxelles. L'objet n'est autre que d'exprimer un mécontentement profond à l'égard des mesures prises depuis 2014 par le gouvernement actuel et, dans la foulée, une liste de revendications.

Ce que réclame la FGTB par exemple ? « *Le retour de la pension à 65 ans, une pension minimum garantie de 1500€, des règles particulières et adaptées pour les métiers lourds et pénibles et une pension légale forte et garantie qui corresponde à 75 % du salaire moyen.* » Entre autres.

La CGSLB constate, elle, que « *le passage de l'âge de départ à 67 ans n'a toujours pas été compensé par la moindre mesure censée rendre le travail plus tenable.* »

Cette manifestation engendrera une série de perturbations. Dans Bruxelles forcément mais également dans les services publics et les transports. La CGSP avait déposé un préavis de grève pour ce 19 décembre, histoire de permettre à ses affiliés de se rendre à Bruxelles... ■

VITE DIT

Revalorisation de certaines pensions

Le ministre Bacquelaine explique qu'il revalorise certaines pensions. Frédéric Daerden : « *Oui, pour ceux qui ont une carrière complète et qui sont en bonne santé jusqu'à la fin. La norme, c'est ça. Si ce n'est pas le cas, on est sanctionné. Comme l'enveloppe budgétaire est "fermée", il y a donc un transfert de charge sur les plus fragilisés. Celui qui tombe malade, qui perd son emploi. Après un an de chômage, on le paiera cher, or une année, ça passe vite. D'accord qu'on valorise le travail mais pas au détriment de celui qui n'en a pas. Même chose pour celui qui veut travailler après l'âge légal. Très bien mais pour celui qui veut ou doit arrêter plus tôt : il*

est sanctionné deux fois. On culpabilise les gens qui ne rentrent pas dans le moule. »

Transfert Le député socialiste balaie : « *En allongeant les carrières, on va peut-être maîtriser le montant alloué aux pensions mais on va gonfler le budget "maladie-invalidité". Il va y avoir un transfert.* »

Harmonisation des années d'études

« *Ici aussi, on harmonise par le bas. On fait payer les années d'études à tout le monde. Et pourquoi pas gratuit pour tout le monde ? Ici, le système de rachat est budgétairement intéressant à court terme. On encaisse les primes et on reporte les charges à beaucoup plus tard. Je suis curieux de voir le profil de ceux qui vont racheter leurs années d'études...* »

A.J.